

L'OIP EN CAMPAGNE

Ces derniers mois, l'OIP s'est fortement mobilisé contre les projets d'extension de prisons, repris par une majorité de candidats à l'élection présidentielle. Faire entendre notre voix, déconstruire les idées reçues, montrer que d'autres solutions sont possibles... Autant d'actions menées grâce à votre soutien !

LUTTER CONTRE LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES PLACES DE PRISON

CONSTRUCTION DE PRISONS : DROIT DANS LE MUR !

Face au plan de construction de 33 nouvelles prisons annoncé en septembre 2016, l'OIP a produit un argumentaire détaillé expliquant en quoi cette politique était inefficace et contreproductive et organisé, avec 20 organisations de professionnels de la justice et de défense des droits de l'homme, une conférence de presse largement relayée dans les médias.



CES PAYS QUI FERMENT DES PRISONS



Contrairement à la France, de plus en plus de pays ont fait le choix de réduire leur population carcérale, suivant en cela les recommandations du Conseil de l'Europe. Europe du Nord, Irlande, Pays-Bas, Allemagne, Italie, Etats-Unis, l'OIP a enquêté sur les pratiques de « Ces pays qui ferment des prisons » dans sa revue *Dedans-Dehors* d'octobre 2016. Exceptionnellement, ce numéro a été diffusé gratuitement à de nombreux acteurs de la sphère politique, de la justice, et de la société civile. Mis en ligne, il a également connu un succès important sur les réseaux sociaux.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2017 : ARRÊTONS LE GÂCHIS !

La société civile a été à nouveau mobilisée lors de l'adoption du projet de loi de finances 2017 qui prévoyait 1,5 milliard d'euros à l'accroissement du parc carcéral, avec la publication d'une lettre ouverte invitant les députés à ne pas adopter ce projet. La lettre a été remise symboliquement à l'Assemblée nationale le jour du vote par une délégation, exhibant, à cette occasion, un chèque géant payable par le contribuable à l'ordre de « prison, école du crime ».

LUTTER CONTRE LES IDÉES REÇUES

LA PRISON, PEINE PERDUE ?

L'OIP a organisé le 23 novembre avec l'équipe de Mediapart une soirée « En direct de Mediapart ». Pendant environ trois heures, anciens détenus, directeur de prison, universitaires, magistrat se sont succédé pour débattre de la question des courtes peines et analyser les solutions mises en œuvre ailleurs. Diffusés en direct et en accès libre sur le site de Mediapart, ces échanges, aujourd'hui accessibles sur Youtube, ont été vus près de 25 000 fois.



DÉSINTOXPRISON

Alors que la surenchère de fausses informations parasitait tous les sujets de la campagne présidentielle, l'OIP a systématiquement pointé les contre-vérités énoncées par les candidats : peines non exécutées, justice laxiste, nécessité de construire de nouvelles prisons... Chaque semaine, l'OIP a publié un dessin illustrant une idée reçue et présenté des chiffres et données permettant de la déconstruire.

PRISON : L'ÉCROU ET SES VICES

L'association a contribué à la création d'un court film didactique sur la prison pour la web-série DataGueule. Publiée en septembre 2016, cette infographie animée présente les chiffres essentiels sur la surpopulation, son évolution et ses causes, le profil des personnes incarcérées, les types de peine, les logiques à l'œuvre dans les politiques pénales et pénitentiaires en cours, etc. En moins de 12 minutes, elle tente de répondre à la question « La prison protège-t-elle vraiment la société ? ». *L'écrou et ses vices*, accessible sur Youtube et partagé massivement sur les réseaux sociaux, a été vu plus de 240 000 fois.



PROMOUVOIR LES ALTERNATIVES À L'INCARCÉRATION

#ÇAVAUTPASLAPEINE

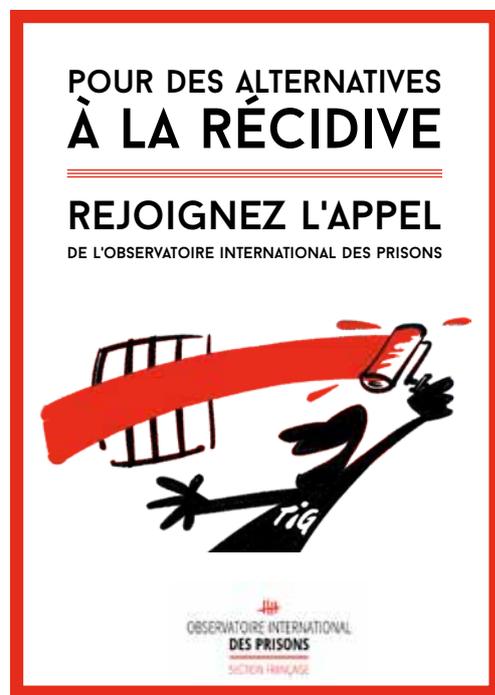
Pétition, interpellation des candidats, tribunes, diffusion de tracts, affichage, réseaux sociaux... L'OIP était sur tous les fronts pendant la campagne présidentielle. Pour faire entendre une autre voix. Et pour inviter les prétendants à la magistrature suprême à s'engager en faveur du renforcement des alternatives à l'incarcération, qui engendrent deux fois moins de récidive et coûtent infiniment moins cher.

UNE PÉTITION

L'OIP a interpellé les candidats à l'élection présidentielle par une pétition signée par plus de 4 000 personnes. Porté par une vingtaine d'associations partenaires (Emmaüs, la Cimade, Acat, la Ligue des Droits de l'Homme, le Secours catholique, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, etc.), cet appel était soutenu par une cinquantaine de personnalités venues des milieux culturel, politique et juridique. Costa-Gavras, Pierre Arditi, Rachida Brakni, Nancy Huston, Olivier Py, Rokhaya Diallo, Sorj Chalandon, Eric Dupond-Moretti ont, entre autres, répondu présent.

UNE PRÉSENCE MÉDIATIQUE

Environ 120 articles de presse ont cité l'OIP en avril 2017, dont 70 articles d'analyse, plus de la moitié s'appuyant sur une interview d'un membre de l'équipe. Une vingtaine de tribunes ou papiers ont par ailleurs repris clairement les idées que nous défendons. *La Croix*, *Le Monde*, *Libération*, France Culture, RFI, LCI, France info TV... Autant de grands médias par le biais desquels nous avons pu diffuser massivement nos points de vue.



DES TÉMOIGNAGES

Julien, conduite sans permis sous l'effet de stupéfiants, 14 mois de prison ferme. Harry, vol d'une paire de chaussures, 3 ans de prison ferme. Aurélie, conduite sans permis pour emmener ses enfants à l'école, 6 mois de prison ferme... Nourrie de témoignages, cette campagne de l'OIP a mis l'accent sur l'absurdité des courtes peines de prison. Mais aussi sur la chance que pouvait constituer une alternative à l'incarcération : Farid, vol avec dégradations, 22h de travaux d'intérêt général, ou Julie, violence sur agent, 120h de travaux d'intérêt général, racontent ce que cela leur a apporté.



**VOTRE CONFIANCE, VOTRE FIDÉLITÉ ET VOTRE GÉNÉROSITÉ
NOUS DONNENT LA FORCE D'AGIR**

Le combat continue.
Chaque contribution est pour nous essentielle et nous vous en remercions !